

Publié le 7 juillet 2017

De Versailles au Palais Bourbon : rhétorique et réalité

«C'est inutile et ça coûte cher», avait déclaré le président de l'UDI et député de Seine-Saint-Denis, Jean-Christophe Lagarde, à l'annonce du projet de réunion du Congrès à Versailles par Emmanuel Macron. Cette réunion de l'Assemblée nationale et du Sénat est normalement convoquée pour des sujets graves ou pour voter sur des réformes constitutionnelles. Cette possibilité est offerte au chef de l'État depuis 2008 par l'article 18 de la Constitution, et le nouveau président a souhaité prononcer une sorte de «discours sur l'état de la Nation», à la veille du discours de politique générale de son Premier ministre Édouard Philippe. Une opération chère, c'est indéniable : le coût d'une telle réunion est estimé entre 200 000 et 600 000 euros, ce qui, en période d'austérité budgétaire, suppose une justification majeure. Reste donc la question de l'utilité de cette initiative à l'aube d'un nouveau quinquennat déjà marqué par des actions symboliques fortes sensées accompagner une volonté de renouveau. C'est à cette aune que l'on peut essayer d'en juger.

Les objectifs d'Emmanuel Macron

Selon [Le Point](#), «Conscient de ne pas devoir son élection à la France entière, lucide sans doute sur ce bout de France [...] qui lui reproche un manque d'enracinement et un modernisme désorientant, Macron veut parler aussi à “ceux qui n'ont pas voté”, “ceux qui ont exprimé colère et dégoût”. Et c'est là le but ultime de sa présence à Versailles.» Inédite en France dans sa forme, la démarche est directement inspirée de la pratique américaine selon laquelle le président des États-Unis se présente une fois par an devant le Congrès réuni pour présenter les éléments de sa politique générale. L'objectif du nouveau président aurait donc été de réaffirmer et de renforcer la partie présidentielle du régime politique français en s'imposant comme le pilote de la politique qu'il souhaite pour la France. Un projet déjà annoncé par des gestes symboliques, et qui n'est pas sans suggérer quelques interrogations.

Interrogations quant à l'équilibre des pouvoirs tout d'abord, un équilibre menacé par une posture «jupitérienne» du nouveau président de plus en plus affirmée, qui inspire les commentaires de la presse. Certains journaux commentent l'effacement du Premier Ministre, relégué au rang de simple exécutant. [Libération](#) titre : «À Matignon, le premier déclassé» et poursuit : «Le rabaissement de Philippe par Macron survient après quinze ans d'affaiblissement de la fonction.» D'autres s'interrogent sur la bonne façon de désigner les faits : «Hyper-présidentialisation ? Césarisme ? Pharaonisme ?», se demande [Le Journal de la Haute-Marne](#). L'éditorialiste de [L'Union](#), sous le titre «Silence ! Le roi va parler», ne cache pas son agacement et place cette réunion dans la continuité d'autres initiatives : «Ne soyez pas dupes, braves gens, le bon Emmanuel est tout simplement en train d'organiser son règne. Tout contradicteur est écarté. L'Assemblée est à sa botte, jusqu'à la

questure. L'interview du 14 juillet est annulée car les journalistes sont trop bébêtes pour saisir la pensée complexe du Président. Et le Premier Ministre ? Ah, oui, le Premier ministre. Samedi, il a eu le droit de réunir ses ministres à Nancy.» *L'Opinion* élargit le champ de vision en expliquant comment doit se dérouler la prise de parole au Congrès après le départ du chef de l'État : «Signe que rien n'a été laissé au hasard, l'exécutif a veillé à ce qu'un parlementaire [...] s'enregistre très rapidement pour parler au nom des non-inscrits (le premier d'entre eux qui se manifeste est celui qui a droit à la parole) afin de ne pas laisser Marine Le Pen bénéficier de cette tribune.»

L'Alsace pointe le danger d'une hyper-présidence : «Le Président ne saurait moderniser le fonctionnement des institutions en transformant le clivage gauche-droite en un nouveau qui serait "pour ou contre Macron".»

L'analyse que propose de Jacques Sapir sur *Causeur* touche à des aspects plus fondamentaux : «Dans la constitution de la V^e République, la réunion du Congrès est réservée à des actes solennels, et non à la présentation du programme du quinquennat. En décidant d'annoncer son programme dans ces conditions, Emmanuel Macron montre qu'il renverse dans la réalité l'ensemble de l'édifice constitutionnel français, un édifice qui veut que le gouvernement, et son chef, le Premier ministre, déterminent et conduisent la politique de la nation.» Une opinion relayée de façon plus contextualisée par *Le Figaro* qui explique : «À force de constater que François Hollande était incapable de prendre de la hauteur, Emmanuel Macron a visiblement décidé d'adopter l'attitude inverse.»

Objectifs atteints ?

Les réactions de la presse indiquent que bilan de cette adresse au Congrès est plus que mitigé. *Le Courrier Picard* note d'ailleurs que le Congrès «lui a réservé de timides et rares applaudissements». Plus encore qu'au contenu, la presse a été sensible à la rhétorique présidentielle, au style assez peu apprécié. L'ensemble des observateurs médiatiques et politiques ont dénoncé un discours long, creux et flou, loin de ce qu'aurait pu être un discours de l'État de l'Union à la française. «La dissertation de Versailles» ironise *Le Figaro* qui commente : «Sans doute la majesté du lieu et la grande histoire qui s'y rattache ont incité Emmanuel Macron à dissenter de façon très générale. Mais les parlementaires n'avaient pas fait le voyage de Versailles pour entendre un discours si stratosphérique. Ils en sont repartis avec la conviction que Jupiter devrait redescendre sur terre, ou tout au moins s'en rapprocher.»

Si *La République des Pyrénées* salue «un discours de haute tenue et bonne facture», son appréciation est bien isolée. À preuve ces commentaires peu louangeurs : «Après la vague Macron, le Macron vague», s'amuse *Libération*, qui poursuit : «Tout en promettant de ne pas biaiser avec le réel, Emmanuel Macron a pris la diagonale du flou». «Dans un discours millimétré, gorgé de formules flirtant avec l'emphase, le président a décrit, par le menu, l'économie générale de son mandat », déclare le journal *La Croix*. Très sévère, *L'Humanité* présente le discours d'Emmanuel Macron comme «un prêche indigeste en faveur du libéralisme» et poursuit : «Un discours soporifique, long, creux dans lequel l'annonce de la conduite des réformes institutionnelles, économiques, sociales, s'est diluée dans un verbiage sans fin». «Le flou et la forme » titre encore *Libération*, qui commente : «Le Président a prononcé lundi un très long discours solennel sans

réelle annonce, hormis sur les institutions.» [Le Figaro](#) évoque «Un discours élitiste et démagogique», qui «n'a pas atteint l'objectif fixé : redonner espoir et confiance en l'avenir aux Français». [Les Dernières nouvelles d'Alsace](#) ont trouvé le discours «trop long, par instants surjoué, bien écrit mais perclus de formules lénifiantes, moralisateur parfois et finalement creux, il s'est révélé un moment considérablement ennuyeux et même, par séquences, pénible».

Édouard Philippe «chef de chantiers»

Selon son entourage, le discours de politique générale d'Édouard Philippe, prononcé le lendemain de la réunion du Congrès, voulait être un discours de la méthode, «concret, volontairement terre à terre», avec un langage de «vérité». «Macron laisse à Philippe les sujets qui fâchent» résumait [Le Figaro](#) après la séance de Versailles, tandis que [Les Échos](#) précisaient la répartition des rôles au sein du couple exécutif : «Au président les mots, les concepts ; au premier ministre, les actes et les gestes. La tête et les tripes». Le chef de l'État a donc décidé de laisser les problèmes d'«intendance» à son premier ministre. Ce partage des altitudes, entre sommet et plaine, a-t-il été effectif ?

Au lendemain de la prestation du Premier Ministre, le dessinateur de [L'Opinion](#) voit en Édouard Philippe un «chef de chantiers» et son dessinateur croque le premier ministre au pupitre muni des *Œuvres complètes* de Jean-Pierre Raffarin et proclamant : «Notre route est droite, mais la caisse est vide». Est-ce ce constat qui a dicté à Édouard Philippe la modestie de ses propos comparée aux envolées versaillaises du chef de l'État ? Le Premier Ministre a affirmé son intention de réformer, mais sans précipitation : «Impôts, réformes la prudence l'emporte», titrent [Les Échos](#), qui annoncent «l'étalement» sur l'ensemble du quinquennat des promesses fiscales de la campagne électorale. Entre autres raisons, «le gouvernement se retrouve avec une feuille budgétaire plus compliquée que prévu», explique le même journal. [Le Figaro](#) reste quant à lui sur sa faim : «En marche, à petits pas», ironise ce journal qui poursuit : «à ce rythme d'escargot, à la fin du mandat d'Emmanuel Macron, la France sera toujours le pays qui dépense le plus, mais aussi celui qui taxe le plus». «Malgré l'urgence, on se contentera de se hâter lentement, avec des recettes déjà éprouvées», regrette le journal. Allusion mythologique peut-être, [Le Parisien](#) quant à lui détaille «les 12 travaux» qui attendent le chef du gouvernement et qui figuraient pour la plupart dans le programme d'Emmanuel Macron.

La rhétorique suggère elle aussi des commentaires, avec un changement de style remarqué : «Phrases courtes, formules rapides, Édouard Philippe impose le style cash», notent [Les Échos](#). Dans [Le Parisien](#), on salue le style «concret» du discours du Premier Ministre, qui «s'est adressé aux Français en essayant de répondre à leurs préoccupations».

Plus fondamentalement, [Libération](#) salue «l'habileté» d'Édouard Philippe, qui serait passé maître en «enrobage de l'austérité» et lui attribue le surnom d'«Édouard Filou», notant son «incroyable discrétion quand il s'agit d'évoquer les mauvaises nouvelles». «Édouard Philippe avance masqué», assure le même journal qui poursuit : «La politique du concret n'est pas honteuse, mais à une condition : qu'elle n'utilise pas l'ombrelle de la modestie pour mieux dissimuler aux Français ses véritables objectifs». «Sur le fond, lit-on dans [L'Est Républicain](#), il faut fouiller dans ce fatras d'annonces pour dénicher de grandes lignes». La critique devient plus agressive dans [L'Humanité](#) : «C'est à Édouard Philippe qu'a incombé l'ingrate besogne de présenter l'addition. Loin des

promesses de campagne d'un candidat qui prétendait renverser la table, c'est l'enlèvement "austéritaire" que propose la majorité, recyclant les recettes mortifères déjà appliquées sous les deux précédents quinquennats.» Reprenant la teneur de ses critiques du discours de Macron au Congrès, *Libération* dénonce le flou : «La suppression programmée du nombre de fonctionnaires ? Pas un mot. La redéfinition des missions de l'État ? On aurait aimé savoir lesquelles.»

«Au grand chef les hauteurs quasi stratosphériques, à son premier collaborateur le plancher des vaches.» synthétise un peu crûment l'éditorialiste de [La Montagne](#), qui s'attarde sur la distribution des rôles : «Édouard Philippe a égrené, hier, un grand catalogue d'intentions, avec çà et là quelques précisions concrètes [...]. Un catalogue qui n'était, à vrai dire, que la reprise *in extenso* du programme présidentiel d'Emmanuel Macron et qui a donné lieu à une longue récitation. Mais le récitant, pour quelqu'un qui n'avait pas soutenu le programme Macron lors de la présidentielle (eh oui !), s'est montré un élève appliqué. Il n'a rien oublié et l'examineur élyséen lui a certainement mis une bonne note.» Bref, qu'il s'agisse des hauteurs de l'Olympe ou des horizons bassement terrestres, on sent que l'heure est au scepticisme... Si le Premier Ministre a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale, l'analyse des votes laisse en effet apparaître quelques surprises. Le groupe baptisé «Les Constructifs», composé de dissidents républicains présentés comme bienveillants à son égard, n'ont été que 12 à lui accorder la confiance, tandis que 23 se sont abstenus. Dans le groupe LR canal historique, 75 députés se sont abstenus et 23 ont voté contre. Les députés FN et la France insoumise ont voté contre, et le groupe socialiste s'est abstenu. À preuve aussi ce sondage dont fait état le site [Atlantico](#) : «Seuls 26 % des Français ont été convaincus par le discours d'Emmanuel Macron à Versailles et 27 % par celui d'Édouard Philippe devant l'Assemblée nationale».

Laure-Marie de Synthe

Retrouvez cet article sur notre [site](#)